

La détresse des auto-écoles

À l'arrêt depuis la mise en place du confinement, les auto-écoles se posent de nombreuses questions : période, avec des contraintes si particulières et un Etat qui joue peut-être un double jeu.

CHABLAIS

Les semaines de confinement s'enchaînent et l'inquiétude de nombreux professionnels s'accroît jour en jour. Parmi eux, les gérants d'auto-écoles, qui ont décidé de tirer la sonnette d'alarme.

1 Des constructeurs qui ne jouent pas le jeu

Comme d'autres, les auto-écoles ont de nombreuses dépenses chaque mois : entre les loyers, la gestion informatique de certains services comme le code en ligne ou encore la location des voitures, indispensables pour l'apprentissage, la liste des factures est longue, et en cette période compliquée, elle effraie. « J'ai gelé tous mes comptes dès le premier jour du confinement. Je paie uniquement ce qui est social, sinon j'ai demandé à ma banque de bloquer tous les prélèvements, tout en expliquant aux personnes concernées pourquoi je faisais ça », explique Caroline Ramus, qui gère l'auto-école Foucher et qui possède des locaux à Sciez, Annemasse et Bonne. « L'un des principaux soucis, c'est que les constructeurs qui nous louent les voitures ne jouent pas le jeu », lâche Marc Robin, gérant de l'auto-école Macadam à Evian, et président départemental de la branche éducation routière du Conseil national des professions de l'automobile (CNPA). Pour faire simple, les constructeurs refusent de suspendre les contrats des auto-écoles et ne veulent entendre parler que d'un report du paiement, étalé sur la durée restante du contrat. Une situation qui n'augure rien de bon pour ces professionnels de la route.



Depuis le 16 mars, Macadam, comme toutes les auto-écoles, est à l'arrêt.

« J'avais proposé à ceux avec qui je travaille de suspendre nos contrats jusqu'à ce que l'on puisse reprendre notre activité, puis de prolonger notre accord du temps qu'aura duré la suspension, comme ça tout le monde y aurait trouvé son compte. Ils ont refusé, et c'est pareil partout ».

2 « Je ne suis pas esclavagiste »

Car c'est là que le bât blesse. Comment reporter des dépenses pour une branche de métier qui ne pourra que très difficilement augmenter

sa productivité, comme l'explique Marc Robin : « Quand j'ai une heure de conduite à faire, je ne peux pas la faire en 30 minutes. Nous avons également des contraintes qui nous obligent à ne pas mettre nos employés plus de six heures de suite et de neuf heures par jour dans une voiture, alors comment faire ? Je ne suis pas esclavagiste, il est hors de question de forcer qui que ce soit à faire des heures supplémentaires, ce sera sur la base du volontariat, mais pour résumer de manière très nette, ma productivité est fixe. Donc quand nous allons reprendre, nous aurons la même pro-

ductivité, et encore plus de dépenses. »

3 Quel avenir ?

Maillon indispensable de la société, les auto-écoles sont au bord du gouffre. « On est complètement à l'arrêt, et avec très peu de visibilité sur l'avenir. Pour l'instant, on nous parle d'une reprise en mai, mais on a aucune certitude », glisse Caroline Ramus. « L'une des seules solutions pour que les auto-écoles survivent, c'est une exonération de certaines de nos charges. Quand il n'y a plus d'argent, il n'y a plus d'argent.

On ne m'a toujours pas eu de chômage partiel, mais ça devait être fait. Cette situation me coûte 2000 euros par mois », dit Marc Robin. Contacté, le gérant de l'auto-école Foucher est également pessimiste : « Je ne vois pas comment on peut s'en sortir. Je préfère fermer et régler la chose derrière, plutôt que de vivre pendant des semaines au cou pour une période catastrophique ».

PAR

Méfiance totale vis-à-vis de l'État

Cette crise sanitaire provoquée par le coronavirus intervient au pire moment pour les auto-écoles : quelques mois à peine après un mouvement national d'ampleur.

À plusieurs occasions, en 2019, des milliers d'auto-écoles ont paralysé les grandes villes françaises pour protester contre la réforme du permis. « C'est un enchaînement plus que compliqué. En

plus, on se rend compte que nos impôts, notre argent, sert à financer ou à sponsoriser des plateformes comme Ornicar, qui sont catastrophiques pour les auto-écoles », affirme Marc Robin, gérant de Macadam.

Car ces plateformes sont devenues le cauchemar des auto-écoles. Alors que ces dernières sont obligées de fermer pendant le confinement, leurs

principales concurrentes en ligne restent ouvertes et tournent à plein régime. En plus d'autres avantages (moins de TVA, pas de charges sociales...), ces plateformes pourraient bien condamner, à moyen terme, les auto-écoles classiques. Surtout, avec la réforme, l'État s'est attiré les foudres du métier, qui fait maintenant preuve de la plus

grande méfiance, comme l'illustre parfaitement Caroline Ramus, à la tête de l'auto-école Foucher : « J'hésite à prendre le prêt proposé par l'État pour surmonter cette période compliquée. Il y a encore pas mal de flou autour de tout cela, et on en vient à se demander si ce n'est pas une énième manipulation pour pouvoir nous faire couler et avoir le champ libre derrière... »



Pour Caroline Ramus, gérante de l'auto-école Foucher, le lien d'...

La détresse des auto-écoles

En place du confinement, les auto-écoles se posent de nombreuses questions : comment se relever d'une telle période, avec des contraintes si particulières et un Etat qui joue peut-être un double jeu ?



Internet, intérêt limité...

Contrairement à d'autres secteurs d'activité, les auto-écoles ne peuvent pas basculer une grande partie de leurs services sur internet. « J'ai simplement donné accès, à tous mes élèves, au code en ligne, mais c'est tout ce que je peux faire », glisse Marc Robin de Macadam. « On ne peut rien faire de plus pour le moment », abonde Caroline Ramus, la gérante de l'auto-école Foucher.

Le 16 mars, Macadam, comme toutes les auto-écoles, est à l'arrêt.

« Je ne suis pas esclavagiste »
Car c'est là que le bât se pose. Comment reporter des dépenses pour une branche de métier qui ne pourra que difficilement augmenter

sa productivité, comme l'explique Marc Robin : « Quand j'ai une heure de conduite à faire, je ne peux pas la faire en 30 minutes. Nous avons également des contraintes qui nous obligent à ne pas mettre nos employés plus de six heures de suite et de neuf heures par jour dans une voiture, alors comment faire ? Je ne suis pas esclavagiste, il est hors de question de forcer qui que ce soit à faire des heures supplémentaires, ce sera sur la base du volontariat, mais pour résumer de manière très nette, ma productivité est fixe. Donc quand nous allons reprendre, nous aurons la même pro-

ductivité, et encore plus de dépenses. »

3 Quel avenir ?
Maillon indispensable de la société, les auto-écoles sont au bord du gouffre. « On est complètement à l'arrêt, et avec très peu de visibilité sur l'avenir. Pour l'instant, on nous parle d'une reprise en mai, mais on a aucune certitude », glisse Caroline Ramus. « L'une des seules solutions pour que les auto-écoles survivent, c'est une exonération de certaines de nos charges. Quand il n'y a plus d'argent, il n'y a plus d'argent.

On ne m'a toujours pas remboursé le chômage partiel mis en place, alors que ça devait être fait début avril. La situation me coûte plus de 20 000 euros par mois », affirme Marc Robin. Contactée, cette autre auto-école est encore plus fataliste : « Je ne vois pas comment on peut s'en sortir. Je crois que je préfère fermer et remonter quelque chose derrière, plutôt que de devoir vivre pendant des années avec la corde au cou pour rattraper cette période catastrophique. »

DOSSIER RÉALISÉ
PAR MEHDI ELAABOUDI

Méfiance totale vis-à-vis de l'État

us, on se rend compte que nos dépôts, notre argent, sert à financer ou à sponsoriser des plateformes comme Ornicar, qui sont catastrophiques pour les auto-écoles », affirme Marc Robin, gérant de Macadam. Car ces plateformes sont devenues le cauchemar des auto-écoles. Alors que ces dernières sont obligées de fermer pendant le confinement, leurs

principales concurrentes en ligne restent ouvertes et tournent à plein régime. En plus d'autres avantages (moins de TVA, pas de charges sociales...), ces plateformes pourraient bien condamner, à moyen voire court terme, les auto-écoles classiques. Surtout, avec sa réforme, l'État s'est attiré les foudres du métier, qui fait maintenant preuve de la plus

grande méfiance, comme l'illustre parfaitement Caroline Ramus, à la tête de l'auto-école Foucher : « J'hésite à prendre le prêt proposé par l'État pour surmonter cette période compliquée. Il y a encore pas mal de flou autour de tout cela, et on en vient à se demander si ce n'est pas une énième manipulation pour pouvoir nous faire couler et avoir le champ libre derrière... »



Pour Caroline Ramus, gérante de Foucher, comme pour toutes les auto-écoles, le lien de confiance est rompu avec l'Etat.